



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 13/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EDF TAC

16 allée Marcel Paul
77360 Vaires-Sur-Marne

Références : E/25- 0482
N° Hélios : 62022
Code AIOT : 0006512368

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement EDF TAC implanté 16 allée Marcel Paul à 77360 Vaires-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 02/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EDF TAC
- 16 allée Marcel Paul à Vaires-sur-Marne
- Code AIOT : 0006512368
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF exploite depuis 2009, à Vaires-sur-Marne, trois turbines à combustion (TAC) fonctionnant au

fuel domestique. Les TAC sont des moyens de production dits de « pointe » et « d'extrême pointe » qui permettent, en cas de fort pic de consommation électrique, d'assurer la fourniture en électricité ainsi que la sécurité du réseau.

Ces installations sont notamment soumises à autorisation au titre des rubriques 1434, 3110 et 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'établissement est classé « Seveso seuil bas » au titre de la rubrique 4734 pour son stockage de liquides inflammables (fioul domestique). L'établissement est également classé « IED » au titre de la rubrique 3110 pour ses installations de combustion.

Les activités de l'établissement sont encadrées par l'arrêté préfectoral n°09/DAIDD/1/IC/009 du 07/01/2009 complété par les arrêtés préfectoraux n°2017/DRIEE/UD77/062 du 28/06/2017 et n°2022/DRIEAT/UD77/088 du 25/07/2022

Dans le cadre d'une augmentation temporaire de ses heures de fonctionnement, le site a bénéficié d'un arrêté préfectoral temporaire n°2022-056/DCSE/BPE/IC du 22/12/2022 pour la période de décembre 2022 à décembre 2023.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapports mensuels 2023	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 14	/	Demande d'action corrective	6 mois
2	Bilan 2023 sur la gestion des rejets aqueux et déchets de l'osmoseur	AP Complémentaire du 22/12/2022, article 14	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Transmission du bilan annuel	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
5	Plan de gestion des périodes OTNOC	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5 de l'annexe	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Estimation des concentrations et retombées de polluants	AP Complémentaire du 29/03/2013, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Assurance Qualité des AMS - AST	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	3 mois
10	Organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.7.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Respect des fréquences de transmission des rapports	AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.6	/	Sans objet
6	Contrôle périodique des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Données devant figurer dans le POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté des améliorations sur plusieurs points identifiés lors des précédentes inspections. Cependant des précisions relatives à certains justificatifs transmis, restent nécessaires.

Par ailleurs, l'Inspection constate un non-respect récurrent des échéances relatives à la transmission des bilans et des rapports périodiques de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapports mensuels 2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Validité des rapports transmis
Prescription contrôlée : Jusqu'au 31 décembre 2023, sans préjudice des dispositions existantes, l'exploitant communique à l'Inspection des installations classées, un rapport de synthèse mensuel relatif au fonctionnement de son installation de combustion comprenant, notamment, les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- Le relevé des heures d'exploitation de l'installation de combustion et de chaque unité de production (relevés mensuels et cumulés depuis le début de l'année civile en cours) ;- Une synthèse de la livraison du combustible par train et par camion, comprenant le nombre de livraisons, les analyses associées conformément à l'article 3.1.6 de l'arrêté préfectoral du 25/07/2022 et de l'article 8 de la présente annexe et les incidents éventuels ;- La consommation d'eau prélevée dans le réseau public ;- Les évènements, incidents éventuels susceptibles d'avoir une incidence sur les niveaux d'émissions dans l'air et dans l'eau ;- Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements éventuels, ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées ;- L'estimation des flux de polluants rejetés dans l'atmosphère (mensuels et cumulés à compter du 1er janvier de l'année en cours) ; [...]
Constats : Dans les bilans mensuels de janvier à septembre 2023 transmis, il avait été relevé plusieurs anomalies ou manquements lors de l'inspection du 12/12/2023 à savoir : <i>Observation n°12122023-8 : Le seuil du flux horaire maximum pour chaque espèce suivie en continu ne correspond pas à la VLE prescrite dans l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 22/12/2022. L'inspection demande à l'exploitant de modifier la trame des rapports mensuels de façon à :</i> <ul style="list-style-type: none">- <i>pouvoir faire figurer, lorsqu'ils existent, l'ensemble des flux horaires supérieurs aux VLE réglementés par l'arrêté préfectoral,</i>- <i>exprimer les flux horaires dans la même unité que celle de l'arrêté préfectoral, à savoir en kg/h et non en t/h.</i> Lors de la consultation des bilans 2024, l'Inspection a pu constater que l'unité de mesure avait été modifiée en kg/h et que les valeurs limites d'émission (VLE) étaient désormais conformes à celles de l'arrêté. => L'observation n°12122023-8 est levée. <i>Observation n°20231212-4: Dans les rapports de synthèse mensuels, l'exploitant indique le prélèvement en eau du réseau sur la période considérée pour chaque TAC. Toutefois ces rapports ne mentionnent pas le prélèvement maximal horaire. L'exploitant veillera à faire apparaître cette information dans les futurs rapports de synthèse et à conserver l'indication des prélèvements mensuels en eau pour chaque TAC.</i>

L'exploitant a indiqué qu'il intégrerait cette précision dans les futurs bilans annuels. Toutefois, les premiers bilans 2024 transmis à la suite de l'inspection, ne comportaient pas les informations précitées.

Suite n°20241121-1 : L'observation n°20231212-4 est maintenue dans l'attente de la mise en conformité des bilans vis-à-vis des prescriptions réglementaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Bilan 2023 sur la gestion des rejets aqueux et déchets de l'osmoseur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/12/2022, article 14

Thème(s) : Risques chroniques, Transmissions à l'Inspection

Prescription contrôlée :

Jusqu'au 31 décembre 2023, sans préjudice des dispositions existantes, l'exploitant communique à l'Inspection des installations classées, un rapport de synthèse mensuel relatif au fonctionnement de son installation de combustion comprenant, notamment, les éléments suivants :

- Le relevé des heures d'exploitation de l'installation de combustion et de chaque unité de production (relevés mensuels et cumulés depuis le début de l'année civile en cours) ;
 - La consommation d'eau prélevée dans le réseau public ;
 - Les événements, incidents éventuels susceptibles d'avoir une incidence sur les niveaux d'émissions dans l'air et dans l'eau ;
 - Les résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux et atmosphériques, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements éventuels, ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées ;
 - Les éléments justifiant la gestion des concentrats comme déchets, le cas échéant ;
- [...]

Constats :

L'arrêté d'exploitation du 22 décembre 2022 prévoyait un bilan semestriel du fonctionnement de l'osmoseur ainsi qu'une caractérisation initiale des concentrats.

La caractérisation a bien été effectuée en janvier 2023 et transmise à l'Inspection.

Cependant, l'exploitant a indiqué ne pas avoir eu recours à l'osmoseur depuis début 2023, les volumes d'eau déminéralisées des bâches ayant été suffisantes.

Aucun bilan semestriel n'a donc été réalisé.

Il indique que l'osmoseur a été momentanément retiré et que des réflexions sont en cours au sein d'EDF au sujet du maintien du projet de pérennisation de l'augmentation de capacité de

production d'eau déminéralisée des turbines à combustion qui avait fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance déposé le 05/07/2023.

Suite n°20241121-2 : L'exploitant doit faire part de sa décision quant à la pérennisation de l'osmoseur ayant pour objectif de l'augmentation de capacité de production d'eau déminéralisée des turbines à combustion du site de Vaires-sur-Marne.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Respect des fréquences de transmission des rapports

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 3.2.8.6

Thème(s) : Risques chroniques, Rapports de mesures continues et périodiques

Prescription contrôlée :

Les résultats des mesures en continu sont transmis tous les trimestres à l'inspection des installations classées.

Les résultats des mesures périodiques réalisées au titre de l'article 3.2.8.2.2. sont transmis dans le mois qui suit leur transmission à l'exploitant.

Les résultats sont éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes de dépassement constaté ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant ne respecte pas la fréquence de transmission des rapports trimestriels des mesures en continu ni celle de transmission des mesures périodiques.

En effet, les bilans trimestriels « air » de l'année 2024 ont été présentés à l'équipe de l'inspection lors de la visite du site le 21 novembre 2024. Aucun dépassement des VLE n'a été constaté. L'exploitant a indiqué qu'une réorganisation interne est en cours, une personne dédiée au suivi de transmission des rapports dans les délais réglementaires demandés sera désignée.

Les rapports trimestriels ainsi que les rapports des mesures périodiques des rejets atmosphériques des TAC 2 et 3 ont été transmis post-inspection, le 11 décembre 2024.

L'Inspection des installations classées rappelle que l'exploitant est tenu de respecter les fréquences de transmission des rapports relatifs aux mesures en continu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Transmission du bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, AIR
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant transmet également à l'inspection des installations classées, avant le 30 avril de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des opérations imposées par les dispositions de la section 1 du chapitre 6 du titre II et par les articles 31, 37, 48, 49, 51, 58 et 65 du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Le bilan 2023 a été transmis par courriel le 20 novembre 2024, soit la veille de la tenue de la présente inspection.</p> <p>L'exploitant n'a pas respecté la prescription de l'arrêté préfectoral qui fixe au 30 avril, la date limite de transmission de son bilan annuel.</p> <p>L'Inspection des installations classées rappelle que l'exploitant est tenu de respecter les fréquences de transmission des bilans annuels.</p> <p>Le bilan indique des valeurs anormales pour les concentrations mensuelles d'oxyde de carbone (CO) mesurées sur la TAC1 depuis le 18 juin 2023. En effet, les valeurs mesurées sont bien en deçà des valeurs habituellement mesurées notamment avant juin 2023.</p> <p>EDF indique qu'un ré-étalonnage de l'équipement de mesure du CO a été réalisé le 16/06/23 au moment du contrôle annuel QAL3. À cette occasion, suite aux échanges avec le prestataire, une révision du mode de calcul de la valeur mesurée après prise en compte de l'intervalle de confiance a été réalisée. Ce nouveau mode de calcul serait à l'origine des valeurs faibles pour le CO.</p> <p>Par ailleurs, l'Inspection a rappelé à l'exploitant qu'il convient de rajouter dans le bilan les valeurs des flux et concentrations annuels pour le CO.</p> <p><u>Suite n°20241121-3 :</u> Il est demandé à l'exploitant la transmission de la note explicative de la révision du mode de calcul de l'émission de CO mesurée. Cette note doit être systématiquement mentionnée dans les rapports de synthèse périodiques.</p> <p>L'exploitant doit également mettre à jour le bilan 2023 en intégrant les données manquantes pour le CO.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan de gestion des périodes OTNOC

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 25/07/2022, article 5 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, IED - MTD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/12/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2024
Prescription contrôlée : <p>[...]</p> <p>Article 2.1.7 Gestion des périodes autres que les périodes normales de fonctionnement</p> <p>Les périodes autres que les périodes normales de fonctionnement (OTNOC) sont définies comme :</p> <ul style="list-style-type: none">- les périodes de démarrage et d'arrêt visées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé.- les périodes de panne ou de dysfonctionnement d'un dispositif de réduction des émissions visées à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé. <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions.</p> <p>L'exploitant est tenu d'établir au plus tard le 17 août 2021 un plan de gestion de ces périodes OTNOC contenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- la conception appropriée des systèmes censés jouer un rôle dans les OTNOC susceptibles d'avoir une incidence sur les émissions dans l'air, l'eau ou le sol (par exemple types de conception à faible charge afin de réduire les charges minimales de démarrage et d'arrêt en vue d'une production stable des turbines à combustion),- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive spécifique pour ces systèmes,- une vérification et un relevé des émissions causées par des OTNOC et les circonstances associées, et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire,- une évaluation périodique des émissions globales lors des OTNOC (par exemple fréquence des événements, durée, quantification/estimation des émissions) et la mise en œuvre des mesures correctives si nécessaire. <p>Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p><i>Observation n°20231212-2 : L'exploitant transmettra à l'Inspection la note technique relative à la formalisation des OTNOC, dès lors que celle-ci sera finalisée. Par ailleurs, l'exploitant indiquera la raison pour laquelle les périodes OTNOC n'ont été prises en compte dans GERE pour le CO, le SO2 et les NOx.</i></p> <p>L'exploitant a indiqué dans son courrier de réponse du 08/11/24 qu'il prenait désormais en compte</p>

les émissions NO_x, SO₂, CO et Poussières pendant les périodes OTNOC dans les déclarations annuelles de ses émissions. Ces données ont bien été intégrées dans le bilan 2024 GEREPE sur les données 2023.

Il a détaillé le mode de calcul des flux OTNOC pour les SO₂, NO_x, CO et poussières.

Par ailleurs, le plan de gestion des OTNOC actualisé a été transmis le 19/11/2024. Celui-ci ne comprend pas le détail des calculs des flux des différents paramètres.

=> L'observation n°20231212-2 est levée.

Suite n°20241121-4 : L'exploitant transmettra à l'Inspection, le plan de gestion OTNOC actualisé avec le détail des calculs des flux.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle périodique des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 3.2.8.2

Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesures périodiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/12/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2024

Prescription contrôlée :

II. - L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures des paramètres visés aux articles 3.2.4 (concentrations) et 3.2.6 (flux horaires) du présent arrêté par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Les mesures périodiques s'effectuent à la charge nominale de l'installation et au minimum technique (MT), soit 68 % de la charge nominale les TAC 1 et 3 et 70 % de la charge nominale la TAC 2, après une période de stabilisation du régime de fonctionnement. La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure, et chaque mesure sera répétée au moins trois fois.

Article 6 de l'Arrêté Préfectoral du 22/12/2022

Jusqu'au 31 décembre 2023, la fréquence du contrôle périodique visé à l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 7 janvier 2009 est modifiée comme suit :

Pour les métaux : fréquence mensuelle jusqu'à la fin du premier trimestre 2023 puis un autre contrôle au second semestre 2023, sous couvert de la disponibilité/sollicitation/couplage sur le réseau des TAC lors de l'essai planifié et dans les conditions d'exploitation prévues. En cas d'indisponibilité de réalisation de contrôle, l'exploitant s'engage à informer dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées de la date de la prochaine reprogrammation du contrôle.

Constats :

Lors de l'Inspection du 12/12/2023, les constats suivants ont été établis :

Non-conformité n°12122023-4 : contrairement aux dispositions de l'article 3.2.8.2 de l'arrêté préfectoral du 07/01/2009, l'exploitant n'a pas fait procéder à une mesure annuelle de tous les paramètres visés aux articles 3.2.4 et 3.2.6 à la charge nominale de l'installation et au minimum technique après une période de stabilisation du régime de fonctionnement.

Observation n°12122023-9 : il est demandé à l'exploitant d'apporter des précisions sur l'absence de contrôle des métaux en janvier et février 2023, la TAC 2 ayant fonctionné durant l'intervention du prestataire.

Observation n°12122023-10 : il est demandé à l'exploitant de veiller, pour les prochains contrôles périodiques des émissions atmosphériques et rapports établis par l'organisme de contrôle, à la cohérence des données et au respect des normes de référence en vigueur. Si nécessaire, l'exploitant demandera la révision des rapports à l'organisme de contrôle.

(les tableaux de synthèse des rapports de contrôle périodiques des rejets atmosphériques ne permettaient pas d'identifier clairement les régimes de fonctionnement associés aux résultats)

En séance, l'exploitant a projeté les derniers rapports de contrôle périodiques des 3 TAC réalisés en 2024.

Lors de la visite du 21 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence des mesures de l'ensemble des paramètres visés aux articles 3.2.4 et 3.2.6 ainsi que la réalisation de

ces mesures sous les deux régimes de fonctionnement MT (Minimum Technique) et PMD (Puissance Maximale Disponible)).

Le rapport permet désormais de distinguer clairement les régimes associés aux mesures réalisées.

Enfin concernant l'absence de mesures (dont celles relatives aux métaux) sur la TAC 2, l'exploitant a transmis l'attestation du bureau de contrôle certifiant la mise en place des équipements en janvier et mars 2023 mais constatant l'absence de fonctionnement de la TAC2 durant ces périodes, ce qui ne leur a pas permis de réaliser les mesures prescrites.

=> Les observations et non-conformités citées ci-dessus sont levées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Estimation des concentrations et retombées de polluants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/03/2013, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance de la qualité de l'air

Prescription contrôlée :

La société EDF est tenue de réaliser une étude relative à la mise en œuvre d'un programme de surveillance de la qualité de l'air ou des retombées des poussières dans l'environnement pour son site de VAIRES-SUR-MARNE pour les paramètres pour lesquels les valeurs suivantes sont dépassées :
[...]

La proposition du programme de surveillance dans l'environnement des rejets atmosphériques devra définir notamment :

- le périmètre de la zone de surveillance en s'appuyant sur :
 - l'analyse statistique des données météorologiques locales ;
 - la configuration du site et l'environnement du site ;
 - les caractéristiques des émissions atmosphériques (émissions canalisées et diffuses)
 - l'estimation des concentrations dans l'air ambiant et des retombées des polluants dus à l'installation sur la base d'une étude de dispersion;
 - la topographie locale ;
- [...]

Constats :

Dans le courrier de réponse du 08/11/24, l'exploitant a transmis les résultats de la deuxième campagne de mesures liées à son étude de dispersion relative à l'augmentation de la durée de fonctionnement des TAC. Ces résultats n'apportent pas de modification quant aux premières conclusions.

L'Inspection souhaite néanmoins la transmission du rapport final prévu par le programme de surveillance environnementale, statuant sur la conclusion globale de l'ensemble des différentes études et campagnes de mesures.

Suite n°20241121-5 : L'exploitant transmettra le rapport de synthèse global du programme de

surveillance prévu.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Assurance Qualité des AMS - AST

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, AIR – Mesure en continu
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté. Ils appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST).</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Non-conformité n°12122023-3</u> relevée lors de l'inspection du 12/12/2023: contrairement à l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux installations 3110 > 50 MW, l'AST n'a pas été mis en œuvre pour l'appareil employé pour la mesure en continu des émissions de poussières des 3 TAC.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2024, l'exploitant a indiqué que les poussières mesurées étant inférieures à 20 % des VLE (en concentration et en flux), et ces mesures étant inférieures à 5 mg/m³, le bureau de contrôle a indiqué qu'il n'est pas possible de déterminer une droite d'étalonnage pour le QAL2 (cf guide Ineris), sauf à forcer un fonctionnement long des TAC, ce qui n'est pas possible. Toutefois, aucun justificatif relatif à ce sujet n'a été transmis.</p> <p>L'Inspection a indiqué qu'il convient de transmettre un justificatif du bureau d'étude attestant de l'impossibilité d'établir un étalonnage de l'appareil de mesure des poussières dans les conditions actuelles de mesures. Ce justificatif doit être systématiquement indiqué de manière claire et détaillée dans chaque rapport de contrôle qui sera effectué par le bureau de contrôle lors des tests annuels de surveillance.</p> <p>Suite n°20241121-6 : L'exploitant doit transmettre un justificatif établi par l'organisme de contrôle attestant de l'impossibilité à caractériser le QAL2 ou l'AST pour les poussières de chaque TAC. Ce</p>

justificatif doit être intégré dans les rapports de surveillance annuels.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Données devant figurer dans le POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, informations contenues dans le POI
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021</p> <p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p> <p>d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;</p> <p>e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;</p> <p>f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;</p> <p>g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;</p> <p>h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;</p> <p>i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, « et portant sur les substances toxiques, » les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III « et, le cas échéant, pour les installations relevant du L.515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances ». Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour</p>

<p>postérieurs au 1er janvier 2023.</p> <p>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection du 12/12/2023, l'Inspection avait indiqué que : <u>Observation n°20231212-3</u> : Le compte-rendu de l'exercice POI du 31/03/2023 transmis par l'exploitant, mentionne un échéancier pour 5 actions visant des points d'amélioration. Cet échéancier portait sur une période de juin à septembre 2023. L'exploitant transmettra à l'Inspection les justificatifs de la réalisation de ces 5 actions.</p> <p>Lors de la visite du 21 novembre 2024, l'exploitant a présenté les actions correctives entreprises pour chacune des mesures d'amélioration indiquée dans le compte-Rendu d'exercice POI du 31/03/2023.</p> <p>Ces éléments ont été intégrés dans le POI dont la dernière actualisation de novembre 2024 qui sera transmise prochainement à l'Inspection.</p> <p>=> L'observation n°20231212-3 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Organisation des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 8.7.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/12/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 27/09/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En outre l'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Observation n°20231212-7</u> de l'inspection du 12/12/2023 : L'exploitant mettra à jour le tableau de suivi des formations FEU.</p> <p>Un fichier de synthèse des formations effectuées a été transmis en mai 2024 ainsi qu'un tableau récapitulatif en novembre 2024. Dans les deux documents, les données du fichier n'indiquent pas</p>

clairement si les formations programmées ont été réalisées et suivies par les agents.

Suite n°20241121-7 : L'observation n°20231212-7 est maintenue.

L'exploitant transmettra à l'Inspection, la date de réalisation effective des formations énumérées dans le dernier tableau avec les attestations de formation le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois